



*Date de dépôt : 29 octobre 2025*

## **Rapport du Conseil d'Etat** **au Grand Conseil sur la pétition pour le respect par l'Etat de** **Genève de l'intégrité numérique dans l'éducation**

En date du 20 juin 2025, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une pétition dont le libellé est le suivant :

*Le droit à l'intégrité numérique a été accepté en votation le 18 juin 2023 par 94,21% des citoyens et citoyennes (Constitution genevoise – Art. 21A).*

*Il s'agit du droit d'être protégé contre le traitement abusif des données liées à sa vie numérique, du droit à la sécurité dans l'espace numérique, du droit à une vie hors ligne et du droit à l'oubli.*

*Nous exigeons que l'Etat de Genève applique ce droit sans plus tarder aux élèves de l'enseignement public.*

### **I. Consentement et transparence**

*La création systématique d'un compte EEL (Ecole en ligne) dès l'école primaire pour chaque élève sans demande d'autorisation aux titulaires de l'autorité parentale, alors que ce sont des élèves mineurs, est contraire au droit applicable. Si les comptes EEL sont directement gérés par l'Etat de Genève et hébergés à Genève, il n'en est pas de même pour les services en ligne auxquels ces comptes peuvent donner accès, comme c'est le cas pour les services de Google (Google « Classroom » et la messagerie « Gmail »).*

### **II. « Droit d'être protégé contre le traitement abusif des données liées à sa vie numérique » et « Droit à l'oubli »**

*Le DIP recourt à des entreprises problématiques qui pratiquent la récolte de données et le profilage, comme Google et Microsoft – entreprises*

*condamnées à de nombreuses reprises pour fraude et évasion fiscale, non-respect de la protection des données et exploitation abusive des données utilisateurs, pratiques déloyales et anticoncurrentielles et abus de position dominante.*

### **III. « Droit à une vie hors ligne » et « Droit à la déconnexion »**

*Avec ses pratiques d'usage du numérique à l'école, notamment primaire, et la nécessité pour des élèves d'utiliser des appareils numériques à la maison, le DIP concourt au développement des dépendances numériques et ne respecte ni le droit à une vie hors ligne ni le droit à la déconnexion.*

### **IV. Pourquoi le DIP recourt-il aux GAFAM alors que des alternatives existent ?**

*La gratuité apparente des solutions choisies par le DIP apparaît souvent comme un argument décisionnel. Or, il arrive que des solutions locales relativement peu onéreuses soient écartées, alors que, depuis 2023, plusieurs crédits ont été alloués pour l'éducation numérique, totalisant près de 30 millions (éducation numérique, wifi et formation des enseignants au numérique).*

*Dès lors, il ne s'agit pas d'un problème de coût, mais bien d'un manque patent de volonté politique. Ce choix écarte plusieurs acteurs économiques locaux, régionaux ou nationaux, créateurs d'emploi, de savoir-faire et de revenus imposables, qui se voient écartés au profit d'acteurs aux pratiques inacceptables : profilage, optimisation fiscale, externalisation, etc.*

### **V. Nos exigences pour une éducation numérique qui respecte l'intégrité numérique**

*Suite à ces différents constats, nous demandons à l'Etat de Genève de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'intégrité numérique des élèves et respecter le droit à l'intégrité numérique de la Constitution genevoise – Art. 21A.*

#### **Pour ce faire, l'Etat de Genève doit :**

- informer et communiquer clairement le nom des fournisseurs et les conditions d'utilisations aux élèves et aux parents, ainsi que demander l'autorisation des parents avant la création d'un quelconque compte en ligne pour les élèves mineurs ;*
- privilégier les entreprises régionales ou nationales respectant le droit à l'intégrité numérique et ne pratiquant aucune sorte de surveillance ;*

- *cesser de recourir aux services d'entreprises ne respectant pas la vie privée des utilisateurs ou utilisant des techniques de manipulation visant à rester en ligne le plus longtemps possible ;*
- *imposer l'utilisation des formats de fichiers ouverts et préférer les logiciels libres aux versions propriétaires, que ce soit au sein du DIP ou dans le cadre du cursus de formation des élèves ;*
- *établir des directives claires en Primaire, au Secondaire I et au Secondaire II concernant l'usage responsable et éthique des outils numériques ;*
- *énoncer systématiquement et intégralement les devoirs en classe avant de les notifier en ligne.*

*L'usage des outils numériques dans l'éducation devrait donc se faire de manière ciblée, réfléchie et pour des usages éducatifs à importante plus-value permettant l'acquisition de véritables compétences : pour de l'éducation aux médias, compétences bureautiques ou langage informatique. Comment peut-on enseigner les bonnes pratiques en appliquant ou encourageant de mauvais usages ?*

*Pour toutes ces raisons, nous invitons l'Etat de Genève à respecter dès à présent le droit à l'intégrité numérique, Art. 21A de la Constitution genevoise.*

*N.B. 127 signatures<sup>1</sup>  
Réfléchissons à l'usage du numérique  
et des écrans – RUNE-Genève  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Cruz  
c/o Itopie  
Rue Lissignol 10  
1201 Genève*

---

<sup>1</sup> *Pour information, la pétition est en outre munie d'environ 3132 signatures électroniques.*

## RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Dès l'introduction généralisée de la suite Google, gratuite et sans impact sur les finances publiques, au cycle d'orientation (CO) et au secondaire II en 2014, le département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) a pris des mesures afin de limiter les risques concernant la protection des données personnelles et le respect, avant la lettre, de l'intégrité numérique des élèves.

Tous les comptes sont créés et administrés exclusivement par le DIP; les identifiants des élèves sont pseudonymisés afin de rendre impossible toute corrélation extérieure entre un compte et une personne réelle; une directive interdit explicitement le dépôt de données personnelles ou sensibles sur le *cloud* public; enfin, la console d'administration permet de détecter automatiquement les contenus ou comportements non conformes et, le cas échéant, de procéder à leur signalement puis à leur suppression si nécessaire.

Dans ce contexte, les préoccupations des pétitionnaires sont déjà largement prises en considération : les élèves de l'école primaire n'ont pas de compte ni d'adresse électronique; des chartes d'usage sont en vigueur dans tous les degrés d'enseignement et sont intégrées, pour l'enseignement obligatoire, dans le cahier de l'élève<sup>2</sup>; un effort de prévention des risques à tous les âges est en cours avec le déploiement du plan d'études romand en éducation numérique – et son renforcement fait partie du programme de législature actuel. Enfin, pour le CO, la ligne consiste en effet à toujours annoncer et expliquer les devoirs en classe.

Les mesures de protection susmentionnées coexistent néanmoins avec 2 limites structurelles qui risquent d'augmenter l'exposition des données au régime du *CLOUD Act* américain : le contrat qui lie l'Etat à Google pourrait être modifié unilatéralement par le fournisseur, et les serveurs demeurent localisés hors de Suisse. En l'état, la situation entre donc en tension avec 3 principes importants – à savoir 2 bases légales et une volonté politique de l'Etat de Genève et de la Conférence latine des directeurs du numérique (CLDN) :

- l'intégrité numérique, telle qu'elle est énoncée dans l'article 21A de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 (Cst-GE; rs/GE A 2 00);

---

<sup>2</sup> On les trouve en ligne sur le site du service écoles-médias : <https://edu.ge.ch/sem/expertise/ma-vie-numerique-1768>

- la protection des données garantie par la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001 (LIPAD; rs/GE A 2 08), actuellement en cours d'adaptation à la législation fédérale révisée;
- la souveraineté numérique, à savoir l'autonomie stratégique en matière de services et d'infrastructures numériques, considérée comme priorité stratégique par les cantons latins, dont Genève, réunis dans la CLDN<sup>3</sup>.

A la lumière de ces enjeux, il pourrait être opportun d'étudier, pour le CO dans un premier temps, des solutions de remplacement. L'objectif serait alors de garantir la continuité fonctionnelle tout en maintenant les données personnelles sous contrôle cantonal ou, à tout le moins, sous juridiction suisse ou européenne. S'agissant des solutions de remplacement, le Conseil d'Etat invite à se rapporter à son rapport au Grand Conseil sur le postulat 7 (PO 7-A).

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte du présent rapport.

#### AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :  
Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

Le président :  
Thierry APOTHÉLOZ

---

<sup>3</sup> Communiqué de presse en ligne de la CLDN : <https://cldn.ch/les-cantons-latins-veulent-renforcer-leur-action-concertee-pour-la-souverainete-numerique/>